Le Monde, 10 septembre 2023

La gauche prend le risque de la dissidence

Socialistes, communistes et écologistes espèrent se renforcer et atteindre cent sénateurs

A bord de son bus, le sénateur socialiste Patrick Kanner sillonne le Nord à la rencontre des élus locaux. D'ici le 24 septembre, date de l'élection sénatoriale, il aura visité une centaine de communes. Des milliers de kilomètres pour convaincre les grands électeurs de reconduire son mandat. « *Les élus locaux sont les premiers de cordée de la République* », argue l'ancien ministre de François Hollande. Le Parti socialiste (PS), deuxième groupe au Sénat derrière la droite et devant les centristes, remet en jeu trente-trois postes, avec le handicap de voir se retirer onze sénateurs de poids, comme l'ancien maire d'Orléans et secrétaire d'état de Pierre Bérégovoy, Jean-Pierre Sueur (Loiret), ou le secrétaire d'Etat de François Hollande André Vallini (Isère).

Les écologistes, qui ont réussi à constituer un groupe au Sénat en 2020, dans la foulée des municipales, renouveleront quatre sénateurs sur douze. Quant aux communistes, ils remettent en jeu onze de leurs quinze sièges. Avec quatre-vingt-onze sièges, la gauche espère se renforcer en atteignant cent élus. Pour ce faire, elle mise sur ses alliances. Avant l'été, socialistes, écologistes et communistes ont conclu un accord dans quinze départements. Une façon de contenir les multiplications de listes, mortifères dans cette élection complexe. Particularité du scrutin, une dissidence peut faire perdre des voix sans que cela ne bénéficie à quiconque, chaque siège étant tributaire d'un nombre de voix minimum.

A Paris, la gauche est déjà assurée, sauf coup de théâtre, d'obtenir sept sièges. Mais elle espère profiter de sa liste d'union, conduite par le socialiste sortant Rémi Féraud, pour obtenir une huitième place. L'ancien candidat écologiste à la présidentielle Yannick Jadot et le communiste Ian Brossat devraient faire leur entrée au Sénat. Avant de s'entendre, le PS s'est déchiré pendant plusieurs semaines, rejouant les divisions qui l'empoisonnent au niveau national, entre le premier secrétaire, Olivier Faure, et son numéro deux, le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol.

« Il fallait faire un effort »

Finalement, face à la fédération de Paris, où les proches d'Anne Hidalgo sont à la manœuvre, le chef de file du PS a renoncé à avoir un candidat en position éligible. Même chez les partisans de Faure, les tractations autour des sénatoriales ont laissé des traces. La direction du PS a décidé de ne pas faire de place à sa trésorière, Fatima Yadani, privilégiant, à la surprise générale, un homme, le conseiller régional d'Ile-de-France Maxime des Gayets, placé à la neuvième place. « *On a l'impression qu'au PS le plafond de verre pour les femmes est encore très présent* », se désole Fatima Yadani, vingt-cinq ans de PS au compteur.

LA FRANCE INSOUMISE SE PLAINT DE NE PAS FAIRE PARTIE DE L'ACCORD NATIONAL SIGNÉ PAR SES PARTENAIRES DE LA NUPES

La France insoumise (LFI) continue de se plaindre de ne pas faire partie de l'accord national signé par ses partenaires de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes). « *Les socialistes, force principale au Sénat, avaient la responsabilité de tous nous réunir. Il fallait faire un effort, ils ne l'ont pas fait* », accuse le député du Val-d'Oise Paul Vannier, chargé des élections chez LFI. Une mise à l'écart qui s'explique notamment par le peu d'élus locaux « insoumis » sur le territoire. Peu importe, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon a tout de même décidé de déposer un peu partout des candidatures. « *Il faut porter la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, sa stratégie et son contenu* », justifie le député Ugo Bernalicis, à la tête d'une liste dans le Nord.

Symptôme du peu d'emprise des directions nationales sur les militants locaux, plusieurs dissidences ont émergé, parfois avec l'appui de LFI, ce qui fait porter un risque sur quatre à six sièges, selon une estimation interne du PS. Dans le Val-d'Oise, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon soutient la liste dissidente conduite par l'ancien communiste Pierre Barros, face à celle du PS et du Parti communiste (PC), dirigée par le sénateur sortant Rachid Temal. De quoi rendre compliquée la conquête d'un deuxième siège, qui aurait bénéficié au PC.

Les partis n'ont pas forcément besoin de LFI pour se disputer. Dans le Nord, Patrick Kanner devra croiser le fer avec son ancienne numéro deux la sénatrice Martine Filleul, qui conduira une liste autonome. « *Dans une logique de renouvellement* », le PS lui a préféré l'adjointe à la mairie de Lille, Audrey Linkenheld. Ce que l'ancienne colistière n'a pas accepté. « *Quand on est dans un parti politique, les mandats ne vous appartiennent pas. Ces voix, ce sont des voix perdues* », s'énerve Patrick Kanner.

Autre dissidence dangereuse pour le PS, le Val-de-Marne, où l'ancien socialiste Akli Mellouli, maire adjoint de Bonneuil-sur-Marne, a décidé de se porter candidat. « *J'ai un projet, une légitimité, je connais les difficultés locales* », insiste l'élu, qui justifie sa démarche par le parachutage de Laurence Rossignol en deuxième position de la liste officielle, soutenue par le PC et par le PS. Certains y perçoivent plutôt une aventure individuelle, alors qu'il n'était pas prévu qu'Akli Mellouli soit dans une position éligible.

Sa candidature, qui a irrité au PS, fera-t-elle perdre son siège à Laurence Rossignol ? Cette dernière a bien failli ne pas pouvoir se représenter. Dans l'Oise, sa circonscription d'origine, c'est finalement Alexandre Ouizille, un protégé d'Olivier Faure, qui a pris sa place. Mais l'éviction de cette sénatrice, très identifiée sur les questions féministes, a suscité la colère des « *femmes socialistes* », qui ont rappelé, dans une lettre de soutien, que « *tant que la parité n'est pas atteinte, une élue sortante ne peut être écartée au profit d'un camarade* ». De quoi faire réfléchir la direction du parti à la rose, qui s'est finalement mobilisé pour lui trouver une solution de secours. ■

SANDRINE CASSINI

Phoca PDF